

Zimbabwe/Lors d'un discours à la nation hier soir

Le président Mugabe défie les appels à sa démission

AFP  
Harare/Zimbabwe

Il a notamment annoncé son intention de présider les débats du prochain congrès de son parti, la Zanu-PF, qui l'a pourtant lâché plus tôt dans la journée.

LE président zimbabwéen Robert Mugabe a, dans un discours à la nation hier, défié les attentes en s'abstenant de démissionner, allant jusqu'à affirmer qu'il présiderait le mois prochain le congrès de son parti. Dans la foulée, les anciens combattants de la guerre d'indépendance, organisation très influente, ont appelé les Zimbabwéens à descendre de nouveau dans la rue mercredi pour

obtenir le départ du plus vieux dirigeant en exercice au monde.

"Le congrès doit se tenir dans les prochaines semaines. J'en présiderai les débats", a déclaré Robert Mugabe à la surprise générale, quelques heures après avoir été démis de ses fonctions de président de la Zanu-PF.

Une source proche de son entourage avait auparavant annoncé que le président, âgé de 93 ans dont trente-sept au pouvoir, avait accepté de remettre sa démission, sous la pression de l'armée, de son parti et de la rue.

L'armée a pris le contrôle du pays dans la nuit de mardi et mercredi, à la suite de l'éviction du vice-président Emmerson Mnangagwa, et assigné le président à résidence. Samedi, des dizaines de milliers de personnes étaient



Photo : AFP

Le président Robert Mugabe a terminé son intervention télévisée hier soir sans annoncer sa démission, prenant le contrepied de son entourage et adressant un pied de nez à ses soutiens qui l'ont lâché.

descendues dans la rue pour soutenir cette intervention et demander le départ du président.

"L'opération à laquelle j'ai échappée (...) n'a pas remis en cause mon autorité en tant que chef de l'Etat et commandant en chef de l'armée", a toutefois estimé

hier Robert Mugabe, flanqué à sa droite de plusieurs hauts responsables militaires.

"Quels que soient les pour et les contre de l'opération de l'armée, moi, en tant que commandant en chef, je reconnais les problèmes qui ont été soulevés", a-t-il

ajouté, avant de critiquer "les messages contradictoires du gouvernement et du parti".

"Tout cela doit cesser, alors que nous adoptons une nouvelle culture de travail", a-t-il lancé dans un long discours, lu avec grand peine et retransmis en direct à la télévision d'Etat.

"Ce discours était totalement déconnecté de la réalité. Nous soutiendrons toute procédure de destitution et appelons à manifester mercredi", a immédiatement réagi le chef de l'association des anciens combattants, Chris Mutsvangwa, joint par l'AFP. Plus tôt hier, la Zanu-PF avait annoncé qu'elle entamerait une procédure de destitution si le président ne remettait pas sa démission d'ici ce lundi à la mi-journée.

L'Afrique en bref

• Cameroun/Violences. Quatre blessés à Bamenda



Photo : AFP

Au moins quatre personnes, dont un policier, ont été blessées à Bamenda, épice de la crise anglophone dans l'ouest du Cameroun, dans la nuit de samedi à hier au cours de laquelle plusieurs coups de feu ont été entendus.

• Kenya/Violences. Quatre personnes retrouvées mortes à Nairobi

Au moins quatre personnes ont été retrouvées mortes hier matin dans un bidonville de Nairobi où la découverte des corps gisant dans la rue a provoqué des échauffourées, à la veille d'une décision très attendue de la Cour suprême sur l'élection du 26 octobre.

• Maroc/Bousculade. Au moins 15 morts dans la région d'Essaouira

Au moins 15 personnes ont été tuées et cinq blessées dimanche dans une bousculade lors de la distribution d'aide alimentaire, dans la région d'Essaouira (ouest). Le drame a eu lieu dans la localité de Sidi Boulaalam (environ 60 km au nord-est d'Essaouira), a précisé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

• RDCongo/Politique. Six manifestants blessés

Six opposants au maintien au pouvoir du président de la République démocratique du Congo Joseph Kabila, ont été blessés samedi par la police au cours d'une manifestation à Kenge, ville située à l'Est de Kinshasa, a affirmé un député d'opposition.

A travers le monde

• Allemagne/Gouvernement. Les négociations sur la corde raide

Angela Merkel se démenait hier soir pour tenter d'éviter un échec de plus en plus menaçant des négociations visant à former un nouveau gouvernement en Allemagne, qui plongerait le pays et l'Europe dans une phase d'instabilité.

• France/Politique. Castaner à la tête du parti présidentiel

Le jeune parti d'Emmanuel Macron a porté à sa tête samedi Christophe Castaner (au centre sur la photo), comptant sur ce proche du président pour lui donner un nouvel élan alors qu'il est parfois critiqué pour son absence du paysage politique et son manque de démocratie interne.

Liban/Hors du pays depuis sa démission surprise

Saad Hariri va rentrer à Beyrouth pour clarifier sa position

AFP  
Paris/France

SAAD Hariri doit quitter Paris dans les prochaines heures pour rejoindre Beyrouth, au plus tard demain, où il clarifiera sa position après sa démission annoncée le 4 novembre depuis Ryad et qui a soulevé des inquiétudes sur la stabilité du Liban, en pleine tension entre Ryad et Téhéran.

Signe de l'intense activité diplomatique sur cette crise, le président français Emmanuel Macron s'est entretenu avec son homologue américain Donald Trump et avec les présidents libanais Michel Aoun et égyptien Abdel Fatah al-Sissi, puis avec le prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohamed ben Salmane ainsi qu'avec le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Selon la Maison Blanche, MM. Trump et Macron se sont "mis d'accord sur la nécessité de travailler avec les alliés pour contrer les activités déstabilisatrices du Hezbollah et de l'Iran dans la région".

Auparavant, la présidence française avait, elle, uniquement affirmé que M. Macron avait évoqué "la situation au Moyen-Orient, les intérêts et les moyens de stabiliser la région et de construire la paix", précisant qu'il "poursuivra ces échanges avec d'autres dirigeants internationaux dans les prochains jours".

Paris envisage de réunir le groupe international de soutien au Liban, "en fonction de l'évolution de la situation", mais aucune date n'a encore été fixée.

FETE NATIONALE • M. Macron cherche à trouver une issue à la crise libanaise ouverte par la démission surprise annoncée à Ryad par M. Hariri le 4 novembre. Le Premier ministre libanais est ensuite resté en Arabie saoudite jusqu'à son arrivée, accompagné de son épouse, samedi à Paris où il a été reçu par le président français.

A l'issue d'un entretien et d'un déjeuner, M. Hariri a confirmé qu'il regagnerait Beyrouth dans "les jours prochains et participerai(t) à la fête nationale" le 22 novembre. "Et de là-bas, je ferai



Photo : AFP

Saad Hariri, dont on voit ici une affiche, s'apprête à rentrer à Beyrouth. On saura alors s'il confirme sa démission ou si, au contraire, il demeure Premier ministre.

connaitre ma position, après m'être entretenu avec le président Michel Aoun", a-t-il dit dans une brève déclaration en français. "Vous savez que j'ai présenté ma démission et on en discutera au Liban", a-t-il précisé ensuite en arabe.

L'annonce de sa démission choc avait très rapidement été perçue comme un nouveau bras de fer entre l'Arabie saoudite sunnite,

considéré comme un important soutien de M. Hariri, et l'Iran chiite, grand allié du Hezbollah libanais. Le fait qu'il reste en Arabie Saoudite avait soulevé de nombreuses questions. Le président libanais Michel Aoun avait accusé les Saoudiens de le retenir en "otage", ce que l'intéressé a démenti à plusieurs reprises.

Ancienne puissance mandataire du Liban, la France a joué les médiateurs et M. Macron a invité à Paris M. Hariri et sa famille afin de tenter de sortir de l'impasse. Le président Macron avait précisé qu'il le recevait "en tant que Premier ministre", sa démission n'étant pour le moment pas reconnue au Liban. Saad Hariri a salué samedi le rôle de la France, qui "prouve son attachement au Liban et à sa stabilité", et la présidence française a mis l'accent sur sa volonté de "contribuer à apaiser les tensions dans la région".

Israélien, M. Rivlin a mentionné la clémence du général et la peine "indulgente" de la cour, selon le communiqué. Amnesty international avait dénoncé une peine "qui ne reflète pas la gravité" des faits commis par cet ancien soldat tandis qu'un comité de l'Onu la qualifiait "d'inacceptable" pour "ce qui paraît être une exécution extra-judiciaire".

Israël/Politique

Le président refuse de gracier un soldat ayant achevé un Palestinien

AFP  
Jérusalem/Israël

LE président israélien Reuven Rivlin a rejeté hier la demande de grâce d'un soldat franco-israélien reconnu coupable et condamné pour avoir achevé un assaillant palestinien blessé et au sol. "Aujourd'hui, le président Reuven Rivlin a pris la déci-

sion de rejeter la demande de grâce présentée par (le soldat) Elor Azaria", selon un communiqué de la présidence.

Début novembre, le ministre de la Défense Avigdor Lieberman avait recommandé au président d'accepter la demande de grâce.

Membre d'une unité paramédicale, le soldat franco-israélien avait été filmé le 24 mars 2016 alors qu'il tirait une balle dans la tête

d'Abdel Fattah al-Sharif à Hébron en Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 50 ans par Israël. Le Palestinien venait d'attaquer des soldats au couteau. Atteint par balles, il gisait au sol, apparemment hors d'état de nuire quand Elor Azaria l'a achevé. La vidéo s'était propagée sur les réseaux sociaux.

Lors d'un procès qui avait profondément divisé ses compatriotes, le soldat israélien avait affirmé avoir

craint qu'Abdel Fattah al-Sharif ne dissimule une ceinture d'explosifs sous ses vêtements, mais les juges avaient rejeté cette théorie, le condamnant à 18 mois de prison pour "homicide volontaire".

Fin septembre, le chef d'état-major de l'armée, le général Gadi Eisenkot, avait réduit de quatre mois la peine d'Elor Azaria qui a terminé en juillet son service militaire. Dans sa réponse au soldat